

Législatives 2024 : comme un flottement

Article rédigé par *Liberté politique*, le 02 juillet 2024

Après le coup de théâtre de la dissolution qui a suivi le coup de massue sur la tête de la majorité aux Européennes, les Français ont décidé de mettre un coup de pied dans la fourmilière.

En deux ans, la dynamique électorale a été bouleversée et les donneurs de leçons de la majorité macroniste ont été renvoyés dans les cordes. Simple lot de satisfaction alors que l'avenir demeure bien incertain.

Les chiffres de la soirée auront été épluchés par de nombreux journaux. Contentons-nous de souligner ici une comparaison avec la dissolution de 1997. Le Rassemblement national, avec plus de 10 millions et demi de voix au premier tour n'est pas très loin des 11 millions de la gauche plurielle de Jospin qui comptait dans ses rangs les socialistes, les verts, les communistes, radicaux de gauche et le MDC de Chevènement. Avec Éric Ciotti comme seul rallié, le parti présidé par Jordan Bardella a éclaté les compteurs. En 1997, le taux de participation, très élevé, avait frôlé les 67,92 % ; dimanche 30 juin 2024 il était à 67,5 %.

L'opposition de droite avait rassemblé de son côté plus de 9 millions d'électeurs au premier tour, le « Nouveau Front Populaire » s'en rapproche.

Si l'on s'en tient à une comparaison avec la précédente dissolution, le constat est sans appel : un parti (le RPR devenu UMP puis LR) a disparu de l'équation législative. En réalité, il existe toujours au niveau local et ses cadres pourraient s'avérer fort utiles au RN s'il était amené à prendre les rênes du gouvernement dans une semaine.

Les jeux semblent en revanche beaucoup plus ouverts aujourd'hui qu'il y a 27 ans. Une multitude d'hypothèses gouvernementales sont possibles avec un échiquier politique qui n'a jamais semblé aussi malléable et cela pour de nombreuses raisons : déclin généralisé, conjoncture néfaste, opportunisme débridé...

Si le RN est arrivé largement en tête et devrait disposer d'une majorité au moins relative, il a déjà indiqué que faute de majorité absolue, il ne prendrait pas le pouvoir. Ce qui n'empêchera pas Emmanuel Macron de le solliciter pour faire durer sa farce électorale. Le président pourrait aussi être tenté de nommer Marine Le Pen plutôt que Jordan Bardella pour prendre de court le parti et pour embêter les ambitions présidentielles de celle qui, deux ans la présidente de groupe à l'Assemblée, se verrait probablement mieux en présidente de la Chambre basse...

La formation d'un gouvernement technique ou d'un gouvernement de centre gauche n'est toujours pas à écarter. Les Jeux Olympiques dont l'organisation a été déplorable sont aujourd'hui un peu plus gâchés par avance par un président qui a fait un caprice d'enfant gâté alors qu'il pouvait très bien dissoudre quelques semaines ou quelques mois plus tard. Rien n'exigeait ce délai, si ce n'est cette saute d'humeur.

Architecte du chaos, le président, qui se sera alimenté de crises sept ans durant, pourrait avoir creusé sa propre tombe en en créant une de toute pièce. Pas de quoi s'enthousiasmer, il était difficile de penser qu'il était possible d'avoir pire que François Hollande en 2012...

Olivier Frèrejacques

Président de Liberté politique



02/07/2024 01:00